



**10<sup>ème</sup> Congrès national**  
23-27 août 2010 / Aix-en-Provence (13)



## **Discours de clôture de Jean-François MAGNIN, Directeur Général des Ceméa Vendredi 27 août 2010**

Bonjour,

Nous arrivons au terme de ce 10<sup>ème</sup> congrès des Ceméa qui a été un congrès de débat, d'échanges, de confrontations, d'agir...

Je voudrais d'abord remercier tous nos invités qui nous ont fait et nous font encore le plaisir de participer à ce moment important de la vie de notre mouvement.

Merci à nos invités nationaux et régionaux à cette séance de clôture, à nos invités permanents nationaux et internationaux de la FICEMEA, d'EAICY et d'ailleurs qui ont contribué à l'ensemble de nos travaux, les enrichissant de leurs analyses et de leurs points de vue. Un mot particulier, après Jean-Luc Cazaillon et Pierre Parlebas à l'ouverture, pour nos amis des Francas qui après nous avoir invité à leur congrès de Bordeaux l'année dernière sont venus ici en nombre pour travailler avec nous.

Un grand ami des Ceméa aurait pu être aussi avec nous ce matin. Il a toujours été un soutien à la belle aventure des Ceméa en Avignon pour tenter de promouvoir une éducation artistique et culturelle pour le plus grand nombre. Malheureusement, Philippe Avron nous a quittés cet été, quelques jours après avoir été obligé d'interrompre les représentations de son spectacle que plusieurs d'entre nous avaient encore suivi cette année.

J'ai aussi, comme Jean-Luc Cazaillon et Pierre Parlebas, à l'ouverture, une forte pensée pour Gérard Castellani, grand militant des Ceméa au niveau national comme au niveau régional, ici dans son association PACA. Il avait été au cœur de la préparation de ce congrès et c'est une grande injustice qu'il ne soit pas parmi nous aujourd'hui.

Enfin comme ne pas être habité, dans un moment aussi important qu'un congrès, par la grande figure de Denis Bordat, grand militant et grand dirigeant dont le rôle a été déterminant dans le développement et la diversification des Ceméa.

Notre congrès a été placé sous l'égide de l'année internationale du rapprochement des cultures. C'est un beau programme que l'UNESCO proposait là aux nations du monde. On ne peut pas dire que cet été les dirigeants de notre pays ont contribué à la réussite de ce projet. On a plutôt assisté à des actes de stigmatisation et de discrimination culturelle. Le 23 août a aussi vu le lancement de l'année internationale de la Jeunesse et notre congrès en porte le label. Espérons qu'à cette occasion nos gouvernants offriront un autre projet et un autre traitement à ses jeunes et à leurs différentes organisations.

Les Ceméa pour leur part réaffirment leur volonté de contribuer à construire une société plus juste et plus solidaire, plus égalitaire dans une perspective éducative et émancipatrice.

Dès 1971 ils affirment qu'en tant que mouvement d'éducation ils ont nécessairement une action sur l'évolution de la société et qu'ils veulent participer à sa transformation dans un sens progressiste. Cela situe naturellement leur action dans un courant de pensées de gauche ou dans un courant socialiste sans que cela fasse référence à aucune appartenance partisane. Ce positionnement philosophique inscrit « dans les courants et les combats de la gauche laïque » est de nouveau réaffirmé au congrès d'Amiens en 2005.

En 2010, les Ceméa condamnent les choix politiques qui creusent les inégalités et détruisent le vivre ensemble; ils restent inscrits dans les mêmes courants et sont prêts à s'engager dans la construction d'alternatives sociétales. Mais ils ont aussi, depuis 30 ans, vécu l'expérience de plusieurs alternances politiques à l'occasion desquelles ils ont fait de nombreuses propositions éducatives, sociales et culturelles qui n'ont reçu ensuite que très peu ou pas du tout de concrétisation. Devant l'état de notre société ils sont prêts à se mobiliser à nouveau pour proposer de nouvelles réponses mais ils veulent l'assurance que celles-ci seront entendues et mises en œuvre.

Si ce positionnement est constant depuis maintenant 40 ans, le monde a profondément changé et donc les contenus de ce positionnement aussi.

Les enjeux sont aujourd'hui pour beaucoup mondiaux. Nos valeurs humanistes et sociales, nos pratiques interculturelles, nos actions et nos relations internationales nous positionnent souvent aux côtés des mouvements altermondialistes et de tout ceux qui cherchent des alternatives au système capitaliste. Nous voulons une économie aux services des besoins des hommes et pas au service d'une machine à profits financiers mondiale qui ne fonctionne qu'au bénéfice de quelques uns. D'autant que cette machine incontrôlable dysfonctionne cycliquement et fait payer ces événements à ceux qui n'ont aucun pouvoir sur elle.

Vis-à-vis d'un développement économique irresponsable qui pille la planète et détruit les écosystèmes, nous sommes amenés à nous positionner pour un autre modèle de développement. A l'inverse de la volonté dominante des forces politiques et économiques libérales qui veulent tout transformer en marchandise, nous luttons à notre niveau pour que l'éducation, la formation, la santé, l'information échappent aux lois du marché.

Enfin et cela nous concerne de plus près encore, au niveau de l'éducation et de la pédagogie là aussi, le monde a changé. Dans la période 70 / 80, l'éducation progressiste, émancipatrice, les pédagogies innovantes même si elles restaient minoritaires étaient en phase avec l'évolution de la société. Elles étaient dans le courant, servaient souvent de référence dans le sens du progrès.

Depuis plusieurs années, nous avons une contre révolution conservatrice et réactionnaire au niveau des valeurs comme au niveau éducatif et pédagogique.

Aujourd'hui toutes les avancées positives de la période précédente sont à reconstruire, à réinventer sur des bases nouvelles et avec des moyens nouveaux. Ce qui était évident hier est aujourd'hui à contre courant mais ces combats sont à mener dans un environnement plus difficile où la force des médias au service de cette contre révolution est décuplée.

La partie du rapport final que je vais traiter maintenant concernant les problématiques sociétales et les problématiques internes n'a repris que les lignes de force des questions et des propositions faites durant ces cinq jours. Les résultats plus exhaustifs des travaux seront envoyés dans le réseau rapidement en septembre pour servir de mémoire et de matière en vue de notre AG de janvier 2011.

Depuis leur création et tout particulièrement depuis le congrès de Strasbourg en 1992, les CEMEA ont mis la laïcité au cœur de leurs principes. Elle est aussi un des piliers fondamentaux de notre société. Pourtant, depuis plusieurs années celle-ci est régulièrement fragilisée par ceux là même qui ont mission de la garantir. Pour ces raisons le congrès exige de l'Etat et de l'ensemble des pouvoirs publics de respecter et de faire appliquer les principes qui fondent la laïcité :

- Liberté de conscience,
- Séparation des églises et de l'Etat,
- Libre exercice de toutes les religions comme de ne pas en avoir,
- Respect des droits de l'Homme et de diversité culturelle.

Cela nécessite de combattre les fondamentalismes, les prosélytismes et les replis communautaires. Cela nécessite aussi à un autre niveau de lutter contre les conditionnements de la publicité, de certains médias et des marchés.

Mais ces exigences ne suffisent pas pour un mouvement d'Education car c'est au niveau des actions quotidiennes que nous rencontrons des attitudes revendicatrices et prosélytes qui mettent en difficulté les formateurs. Cela pose la nécessité d'accompagner les militants sur le terrain et de construire des actions de formation sur ces questions.

Dans nos pratiques de formation et d'accompagnement, nous faisons référence à l'éducation nouvelle et à l'éducation populaire, qui, au travers de la dialectique individu/groupe, contribue à la construction du lien social.

Nous devons donc agir pour que l'acte de formation participe de l'inscription des individus dans la société, et pour qu'il contribue à la régulation des rapports sociaux dans une perspective de cohésion sociale et de solidarité. Face aux différentes réformes en cours et à venir, aux risques instrumentalisation, nous devons réaffirmer la primauté du social et des solidarités sur la marchandisation du monde, de l'éducation et de la prévention sur la répression.

Cela nécessite que nous soyons en capacité de mettre en œuvre de nouvelles stratégies pour repolitiser l'acte de formation.

Les Ceméa par les actions de leurs militants construisent un espace de production de savoirs et de services qui s'inscrit dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Ce faisant, nous affirmons la primauté de l'humain sur le profit et l'existence de biens communs inaliénables. Travaillant ainsi à la mise en œuvre de ces choix dans l'ensemble de notre organisation nous souhaitons continuer à œuvrer pour mettre en adéquation ces principes avec notre structuration.

Nous affirmons également la place indispensable des services publics dans la structuration sociale, comme garant des droits sociaux pour tous. Nous condamnons l'offensive idéologique libérale décomplexée menée contre ce secteur. Nous avons dit ici notre revendication de pouvoir contribuer avec les partenaires laïques à défendre le service public pour conserver l'Etat social afin que les orientations et les priorités des politiques sociales ne soient pas définies par de grands groupes privés. Cela nécessite que les Ceméa maintiennent leur engagement avec l'appel des appels afin de participer à ce mouvement de démocratie horizontale et d'insurrection des consciences pour la défense des missions, structures, métiers et activités de ce champ.

Au cœur d'enjeux démocratiques et culturels majeurs, les médias sont aujourd'hui promoteurs de deux projets antagonistes pour la société: un projet d'émancipation qui vise à la construction de citoyens et un projet consumériste qui fait des individus des cœurs de cible.

A ce titre, un mouvement d'éducation nouvelle comme le nôtre se doit plus que jamais d'être force de propositions pour permettre à chacun de développer un regard critique vis à vis des médias et de leur utilisation, notamment celles imposées par la société marchande.

Nous affirmons la dimension de bien public des contenus et supports médiatiques et défendons l'existence d'un service public indépendant pour l'ensemble des médias.

Ces enjeux forts doivent être travaillés dans des partenariats, comme celui construit avec les Francas et la ligue de l'enseignement au sein de l'association « Information et citoyenneté », en interpellant les pouvoirs publics et les citoyens sur l'ensemble de ces questions.

Comme je l'ai évoqué dans mon introduction, le groupe qui a travaillé sur le développement durable nous rappelle que depuis Brest, nous condamnons le modèle de développement actuel de société à vocation exclusivement économique, centré sur le profit et la consommation outrancière. Celui-ci ne répond pas aux droits fondamentaux des êtres humains et les menace, ainsi que les milieux naturels. Nous nous inscrivons dans la perspective d'un développement durable au service des peuples, dans la dignité, en référence à des valeurs de respect, de solidarité et d'humanisme.

Nous revendiquons un projet de développement qui assure une approche globale des réalités complexes du monde, qu'elles soient sociales, culturelles, économiques et écologiques. Ces orientations politiques croisent en tout point celles que le groupe de travail sur l'économie sociales avait énoncé et confirmé, confortent notre volonté de nous inscrire dans une économie sociale et solidaire alternative au modèle économique néolibéral actuel.

Nous nous étions donnés comme objectifs pour les groupes de travail sur les thématiques sociétales d'aboutir à des propositions d'action concrètes et nous avons tenu cet engagement. A plusieurs reprises, les groupes ont mis en avant notre capacité à innover, à expérimenter. C'est ce qui légitime notre action et ce que nous devons oser pour afficher nos valeurs, donner à voir nos savoirs faire et diffuser nos idées.

La dimension jeunesse est fondatrice et centrale pour les CEMEA qui revendiquent de construire et de faire société avec les jeunes, avec tous les jeunes, précisément dans un contexte où les politiques publiques marquent le pas.

Les congressistes qui ont travaillé dans le groupe sur les jeunes ont affirmé la préoccupation de cette dimension transversale dans tous les secteurs d'intervention de l'association.

Il s'agit avant tout de soutenir l'engagement des jeunes, par l'accompagnement de projets mais aussi par la mise en place d'espace de parole y compris au sein même de notre association, à l'image des associations d'Outre-Mer qui leur ont ouvert les Conseils d'Administration. Il faut alors leur proposer des conditions d'accueil adaptées et travailler le tutorat.

Certains membres du groupe sur les jeunes évoquent même le droit à l'expérimentation, en proposant une école publique de l'éducation nouvelle portée par les CEMEA. Cette idée pourrait s'inscrire dans le rôle du Conseil Pédagogique National que je présenterai plus loin.

Au sein des établissements scolaires traditionnels, nous pouvons également revendiquer des partenariats avec les équipes pédagogiques et militer par exemple pour une meilleure formation des AVS ou la présence d'animateur dans chaque établissement pour développer le vivre ensemble. Si nous devons mieux agir pour identifier, reconnaître et valoriser nos pratiques d'aujourd'hui, nous avons besoin de mettre en place un observatoire invitant au développement de nouvelles pratiques, à la mise en vie de nouvelles formes d'accompagnement et de formations en appui sur nos expertises.

Concernant le groupe de travail autour de l'école et de la réussite éducative, il a réaffirmé le rôle central de l'école publique laïque et l'importance du partenariat entre les enseignants, les parents, les acteurs éducatifs territoriaux.

Nous militons pour des pratiques pédagogiques centrées sur l'élève, qui favorisent les parcours différenciés et cela en référence aux principes de l'éducation nouvelle. Nous réaffirmons aussi, à un moment où elle est mise à mal, la nécessité absolue d'une véritable formation professionnelle initiale et continue des enseignants. Un travail d'accompagnement des familles est aussi incontournable.

Mais nous devons aussi considérer les besoins de nos militants enseignants. Il faut tout tenter pour mettre en place de véritables lieux de réflexion et d'échanges, où d'ailleurs nous pourrions accueillir de nouveaux militants, sur les pratiques pédagogiques dans la classe. Cela doit s'organiser au sein du département des pratiques et politiques éducatives, tant au niveau national que régional.

Des propositions d'organisation de rassemblement thématiques avec d'autres associations partenaires de l'école, sont souhaitées ainsi que l'organisation d'assises de l'éducation nouvelle à l'école en partenariat avec des mouvements pédagogiques amis.

Nos projets associatifs successifs ont réaffirmé le sens éducatif des temps libérés et défendus le droit aux vacances et aux loisirs pour tous.

Le groupe « enjeux des temps libérés » l'inscrit pleinement, le travaille dans cette ligne et réaffirme l'importance de l'implication des Ceméa dans les politiques publiques : pour accompagner les acteurs dans de l'élaboration de leurs projets éducatifs, pour développer des réseaux d'échange de pratiques, pour nourrir et enrichir le sens.

C'est à ce titre que pourraient être organisées des journées d'étude régionales et interrégionales afin, aussi, d'afficher nos valeurs et de donner à voir nos savoir-faire sur les accueils collectifs de mineurs.

Et puisque nous revendiquons le fait que les politiques territoriales prennent en compte le droit aux loisirs pour tous, nous devons aussi réfléchir et investir d'autres formes d'offre pour d'autres publics: personnes âgées, tourisme social, bases de loisirs urbaines, etc.

Pour ce faire, nous devons poursuivre et développer la mise en place d'offre de vacances et de loisirs collectifs à titre expérimental à condition d'en faire un objet de recherche-action et de ne pas jouer la concurrence mais la complémentarité avec nos partenaires, comme les Francas ou les Pep.

Nous réaffirmons toutefois que nous ne sommes pas des organisateurs en tant que tel mais que nous devons être identifiés, reconnus comme ressources et partenaires des organisateurs en leur proposant, par exemple, de conventionner ou d'être représentés au sein de leurs conseils d'administration.

En tant que mouvement d'éducation nouvelle, nous mettons en œuvre l'éducation relative à l'environnement et l'éducation à la consommation pour renforcer les liens entre la prise en compte, le respect de l'individu, la démocratie participative et le respect et la défense de l'environnement.

Il nous faut rendre davantage lisible le sens politique de nos pratiques pédagogiques d'éducation vers un développement durable tant auprès de nos partenaires institutionnels et associatifs qu'à l'interne de notre mouvement.

Notre légitimité sera d'autant plus forte que nous travaillons nos cohérences sur ces questions. La mise au travail d'un agenda 21 nous permettra certainement de définir nos priorités collectives tant au niveau politico-pédagogique que dans nos fonctionnements internes.

Nous revendiquons la nécessité d'une éducation artistique et culturelle pour chacun, qui donne des clés de compréhension et des leviers pour agir. Dans la démarche d'éducation populaire qui est la nôtre, cette éducation doit nécessairement être abordée dans une dimension politique, en direction de tous, et soutenir la mixité sociale, tant au niveau local, national, qu'europpéen et international. Cela doit se traduire au sein de notre mouvement par l'inscription de notre action dans des pratiques de terrain, et par la conception et l'accompagnement d'espaces de créativité, de recherche et d'expérimentation.

Ainsi, les CEMEA doivent par exemple continuer à investir les festivals et oser s'écarter de la commande pour en faire des espaces d'expérimentation et de recherche. Il est même envisagé un espace de création propre aux CEMEA afin que les militants vivent un processus de création et le diffuse. Dans ce secteur, les dispositifs européens et internationaux sont intéressants à investir pour confronter nos pratiques.

Enfin, de notre place, il nous appartient d'être vigilant aux nouvelles pratiques, aux nouveaux territoires, aux nouveaux codes culturels pour faire évoluer nos pratiques.

La mobilité favorise l'apprentissage et l'acquisition de compétences sociales et l'exercice de solidarités collectives. Elle permet l'expérience du rapport à l'autre, au monde. Cela peut se vivre dans son quartier, dans sa ville, dans son pays, autant que dans l'Europe et dans le Monde.

Nous avons ici, réaffirmé l'importance du droit à une mobilité émancipatrice, pour construire une Europe ouverte sur le monde, par l'éducation interculturelle et les échanges entre citoyens. Nous avons conforté nos revendications pour que les partenaires institutionnels territoriaux, nationaux, européens et internationaux rendent cette mobilité accessible à tous et potentiellement choisie en réduisant les obstacles financiers, juridiques et culturels.

Nous savons l'importance de contribuer avec les autres acteurs de l'éducation populaire à la mise en œuvre de ces politiques pour que la mobilité trouve place dans tout parcours éducatif et de formation. C'est également pourquoi nous affirmons la nécessité d'intégrer la question de l'accueil et de l'accompagnement dans les fondamentaux à aborder.

Les travaux que nous avons menés sur les thématiques sociétales, et que je viens de vous présenter, ont abordé la dimension d'organisation de notre mouvement faisant parfois même des propositions en terme de structuration interne. Cela fait convergence avec les travaux des groupes qui se sont intéressés à la question posée à tous les congressistes : quel modèle de mouvement voulons-nous ?

Nous avons redit ici, à Aix, l'attachement qui est le notre à mettre en œuvre les liens de solidarité nécessaires au renforcement de l'unité d'un réseau fort, pluriel, articulé sur des liens mieux définis, mieux identifiés entre les échelons régionaux, interrégionaux et nationaux. Considérant nos spécificités et nos identités, ce réseau doit fonder son unité sur des principes et des modes de fonctionnement qui garantissent une vie démocratique plus explicite, mieux maîtrisée par l'ensemble des militantes et des militants. Cela doit passer par une véritable préoccupation quant à l'information (à la fois en termes de contenus et de supports), quant à l'explicitation sur la composition, le rôle et le fonctionnement de nos différentes instances. Il faut que chacun d'entre nous puisse demain identifier les lieux qui contribuent à l'élaboration des décisions, ceux qui les formalisent, ceux enfin qui seront garants de leur mise en œuvre. C'est ainsi, par exemple, que sur ce dernier aspect, nous avons dit ici notre souhait de voir confier ce rôle de la Conférence des Présidents.

La vie institutionnelle de notre réseau repose sur l'engagement militant d'hommes et de femmes qui ont accepté d'assumer des fonctions électives au sein de notre organisation. Nous prendrons notre part dans le débat politique visant à la promotion d'un véritable statut de l'élu associatif mais nous avons conscience qu'à l'interne de notre mouvement cette fonction et plus largement la dimension « vie associative » n'a jusqu'alors pas été considérée à sa juste place. Le congrès a dit sa volonté de soutenir et d'animer notre vie associative. Cet axe important du projet de demain s'appuiera, entre autre, sur une politique de formation des administrateur(trice)s qui mobilisera tous les échelons de notre organisation en assurant une formation politique et technique favorisant les échanges de pratiques dans le prolongement des actions conduites en mars 2010.

S'il appartient à l'Association Nationale de rester garante de ces dynamiques à venir, je redis ici que nous ne pourrons réussir les infléchissements attendus que si cela devient l'affaire de tous dans le respect des cadres acceptés et dans une confiance partagée et fondée, discutée et régulée.

Il ressort des travaux sur l'animation et le développement du mouvement, que depuis Amiens une dynamique est enclenchée qui doit nous conduire demain à mieux réussir l'augmentation importante du nombre de membres actifs. Cela reste donc une priorité aujourd'hui. Disant cela, nous avons réaffirmé l'importance de l'accueil, de l'invitation et l'importance de la diversité des portes d'entrées. Cela suppose de réhabiliter avec force la fonction d'animateurs du mouvement portée et investie par des permanents, des non permanents en capacités alors d'imaginer puis de mettre en œuvre des logiques d'accueil d'accompagnement des membres actifs. Nous avons déjà bien sur, pris la mesure de cet enjeu. Il nous faut maintenant trouver les moyens pour organiser la mutualisation puis la diffusion au sein de notre réseau des expérimentations réalisées.

Au service de ces ambitions, mais plus globalement au service de la qualité pédagogique des actions conduites, la formation des militants reste une priorité de l'animation du mouvement et doit être renforcée, mieux organisée.

Mais nous ne devons pas la limiter aux seules approches pédagogiques et éducatives. La formation des militants doit aussi être politique car l'Education Nouvelle est politique, car agir en Education relève d'un engagement politique. Nous parlons donc ici d'un plan de formation des militants qui intègre l'ensemble des dimensions qui sont agies dans le militantisme éducatif. Une formation complète, structurée dans une offre lisible et mobilisant tous les échelons de notre mouvement contribuera alors à faire de notre projet un projet partagé, porté par l'ensemble des acteurs des CEMEA.

Car être militant des CEMEA n'est pas si simple. Cela passe par une logique double : Agir dans et agir pour les CEMEA. De nombreux militants de l'Education Nouvelle ne sont pas militants des CEMEA. C'est éminemment respectable (c'est dommage aussi) mais cela indique que militer aux CEMEA suppose de s'engager dans des actions au service de l'association quand dans le même temps, on se doit de rendre possible le fait que chaque membre actif puisse être en mesure d'être à l'initiative de ces actions afin de ne pas limiter ce choix aux seuls salariés.

C'est ainsi que dans ce rapport à l'Agir, le congrès a dit avec force qu'il nous fallait trouver de nouveaux moyens pour relancer la dynamique des groupes d'activités régionaux et nationaux. Nous avons dit la nécessité de nous doter d'une direction pédagogique nationale, articulée à un **conseil pédagogique national** dont la composition sera en phase avec la réalité de notre réseau. Les liens à construire entre des instances nouvelles devront alors autoriser la mise en œuvre d'expérimentations de terrains, innovantes, ambitieuses dans leurs capacités à enrichir notre projet.

Nous avons eu un congrès de débat, riche, propositionnel.

- Des questions posées durant la préparation ont trouvé des réponses
- Des propositions se sont dégagées qui devraient pouvoir .assez rapidement après l'AG trouver leur mise en œuvre.
- Certaines autres questions restent encore en débat ou n'ont pas été assez travaillées. Il nous faut continuer à le faire dans un va et vient entre le GDC et les associations territoriales avec comme objectif cette même AG. Celle-ci prononcera démocratiquement, dans le cadre de nos statuts sur les orientations, les décisions, les priorités qui ajusteront et compléteront notre projet associatif.
- D'autres sujets enfin restent des chantiers à faire progresser et à approfondir sur la durée de ce prochain projet entre 2011 et 2014.

- Je voudrais vous remercier toutes et tous, militantes et militants des Ceméa pour votre engagement dans ces travaux. J'espère aussi, c'est le cas pour moi, que ce congrès a aussi été un congrès de rencontres et de convivialités.

J'espère qu'il peut contribuer, dans une période difficile, à maintenir et développer notre indignation et notre résistance comme à renforcer notre mobilisation. Par exemple le 4 septembre pour les manifestations contre les discriminations et la stigmatisation à l'appel de la Ligue des Droits de l'Homme.

Je vous souhaite un bon retour et une rentrée combative.

Je voudrais pour terminer, dire en votre nom à tous, un grand merci aux militantes et aux militants de l'AT de PACA pour leur mobilisation depuis plusieurs mois, leur accueil, leur attention aux personnes, leurs capacités à trouver des réponses à presque tous les problèmes malgré les nombreuses contraintes qu'ils ont eues à surmonter. Vous avez apporté une contribution majeure à la réussite de ce congrès. Merci !